

Kinshasa, le 22 juillet 2014

A Monsieur l'Ambassadeur SAÏD DJINNIT
Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies
Pour la Région des Grands Lacs

Monsieur l'Envoyé Spécial,

C'est avec une grande joie et satisfaction que les Organisations de la Société Civile Congolaise(OSC), membres du Groupe de Travail sur le Suivi de la Mise en Œuvre de l'Accord-cadre, ont accueilli la nouvelle de votre nomination au poste d' « *Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Région des Grands Lacs* » en remplacement de Madame Mary Robinson appelée à d'autres charges par le Secrétaire Général des Nations Unies. A ce sujet, elles vous en félicitent très sincèrement.

Pour votre mémoire, les OSC estiment que votre mission s'inscrit dans la continuité de la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région, signé le 24 février 2013 à Addis-Abeba, qui impose entre autres au Gouvernement Congolais à honorer ses engagements par l'application de cet Accord, et l'adoption des « mesures nécessaires » liées à la réforme du secteur de sécurité et justice en vue de l'établissement de l'Autorité de l'Etat sur l'ensemble du pays, surtout dans sa partie Est, particulièrement touchée par ce conflit.

C'est dans cette perspective que les Organisations de la Société Civile Congolaise, signataires de la présente lettre se mettent à votre disposition pour une grande collaboration dans l'accomplissement de votre mandat dont l'action devrait tenir compte du fait que la crise congolaise est une question qui trouve ses origines aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

La dimension intérieure de cette crise, estime-t-on, ne se limite pas aux seuls aspects symptomatiques visibles dans la partie Est de la République Démocratique du Congo. Il s'agit plutôt d'une crise de gouvernance multidimensionnelle qui exige des réformes en profondeur autour desquelles les Organisations de la Société Civile de la RDC aimeraient voir une implication personnelle de votre part, notamment en ce qui concerne la démocratie, la réconciliation nationale, la justice, le développement et la relance économique.

Pour votre information, les Organisations de la Société Civile de la République démocratique du Congo, membres du Groupe de Travail sur le Suivi de la Mise en Œuvre de l'Accord-cadre, ont eu, à l'occasion de l'an 1 de l'anniversaire de l'Accord-cadre, à rendre public leur rapport préliminaire sur l'état des lieux de la mise en œuvre de l'Accord-cadre et de la résolution 2098 (2013) du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Le contenu de ce rapport, qui est annexé à cette lettre, non seulement fait état de quelques efforts accomplis en termes d'avancées, mais aussi insiste sur le fait que la plupart de ces efforts sont de nature théorique.

Fort de ce constat, les Organisations signataires de la présente lettre sollicitent :

- Votre appui à l'élaboration d'une approche globale et ambitieuse de la réforme du secteur de sécurité impliquant la mise en place d'une armée et d'une police républicaines, débarrassées de tous les éléments sur qui pèsent les soupçons de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire;

- La mobilisation des moyens techniques et financiers, non seulement pour mener à bien les différentes réformes, mais aussi pour assurer le suivi du respect des engagements qui ressortent de l'Accord-cadre.

En ce qui concerne les aspects extérieurs de la crise en RDC, les Organisations de la Société Civile de la RDC, membres du Groupe de Travail souhaitent vivement votre implication :

- Dans la mise en place des conditions favorables au retour définitif des réfugiés et des groupes armés étrangers présents sur le sol congolais (FDLR, FNL, ADF NALU, etc.) dans leurs pays d'origine ou un autre pays d'accueil sur base d'un calendrier réaliste préalablement établi ;
- Dans l'accompagnement de la tenue d'un dialogue national inclusif au Rwanda ainsi qu'un dialogue national inclusif en Ouganda en vue de renforcer la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs.

Monsieur l'Envoyé Spécial,

Les Organisations de la Société Civile congolaise sont convaincues que votre personnalité ainsi que votre longue expérience constituent un atout majeur pour le respect et la mise en œuvre effective des engagements de tous les partenaires à l'Accord-cadre, comme condition de sortie de la RDC du cycle infernal d'insécurité dans lequel elle semble embourbée et pouvant l'engager sur la voie d'une paix durable, de la démocratie et du développement auxquels aspirent ses populations.

Les Organisations signataires du présent courrier vous prient d'agréer, Monsieur l'Envoyé Spécial, l'expression de leur parfaite considération.

Les Organisations de la Société Civile signataires :

1. Emmanuel KABENGELE KALONJI Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et Justice
emmanuel-kabengele@rssi-rdc.org
2. Nikson KAMBALE KASOLA Centre pour la Gouvernance
kambnick@aol.com
3. Fernandez MURHOLA Réseau National des ONG des Droits de l'Homme de la République Démocratique du Congo
fmurhola@yahoo.com
4. Nicole ODI Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains
Nodia_k@yahoo.fr
5. Sylvain LUMU Ligue des Electeurs
sylvalumu@yahoo.fr
6. Jonas TSHIOMBELA KABIENA Nouvelle Société Civile Congolaise
tshiombelajonas@gmail.com, jonastshio@yahoo.fr
7. Georges KAPIAMBA Association Congolaise pour l'Accès à la Justice
kapiambag@gmail.com
8. Rostin MANKETA Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme
vsv_ongdh@yahoo.fr
9. Julienne LUSENGE Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral
lusengejulienne@gmail.com
10. Omar KAVOTA Coordination Sté Civile Nord-Kivu
maitrekavota@gmail.com